

Préfecture
Service de la Coordination et du Soutien
Interministériels
Bureau de l'environnement

Installations Classées
pour la Protection de l'Environnement

**Arrêté préfectoral complémentaire n° E318 du 21 FEV. 2025
modifiant l'arrêté préfectoral n° E70 du 27 novembre 2017 autorisant l'EARL JUSSAY
PORCS à exploiter un élevage de porcs au lieu-dit « Jussay » – MOUTIERS SOUS ARGENTON
sur les communes d'ARGENTONNAY et COULONGES THOUARSAIS**

La préfète des Deux-Sèvres
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

- Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L. 512-1 à L. 512-46-1, R. 512-34 à R. 512-45 ;
- Vu** le tableau constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, annexé à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du Président de la République du 15 février 2022 nommant Madame Emmanuelle DUBÉE en qualité de préfète des Deux-Sèvres ;
- Vu** le décret du président de la République en date du 18 octobre 2023 portant nomination du secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, sous-préfet de Niort, M. Patrick VAUTIER ;
- Vu** l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- Vu** l'arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n°s 2101, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° E70 du 27 novembre 2017 portant enregistrement de l'exploitation d'un élevage de porcs par l'EARL JUSSAY PORCS, située à Jussay – MOUTIERS SOUS ARGENTON à ARGENTONNAY et COULONGES THOUARSAIS ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Patrick VAUTIER, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, sous-préfet de Niort ;
- Vu** la demande transmise le 24 octobre 2024, déposée par l'EARL JUSSAY PORCS pour la création d'un forage pour l'abreuvement et le soin des animaux de l'élevage porcin situé au lieu dit « Jussay » sur la commune d'ARGENTONNAY ;
- Vu** l'avis formulé par le service de la Direction Départementale des Territoires des Deux Sèvres daté du 19 novembre 2024 ;

Vu les compléments d'information transmis le 23 décembre 2024 par le pétitionnaire ;

Vu le rapport de l'inspection chargée des installations classées en date du 6 février 2025 ;

Vu le projet d'arrêté transmis à L'EARL JUSSAY PORCS l'invitant à formuler ses éventuelles observations dans un délai de 15 jours ;

Vu la réponse de l'exploitant reçue par courriel le 20 février 2025, mentionnant ne pas avoir d'observation à formuler ;

Considérant que le projet de création d'un forage ne constitue pas une modification substantielle au sens du code de l'environnement ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles que définies par le présent arrêté permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

L'EARL JUSSAY PORCS, dont le siège social est situé au 19 route de Vrillé sur la commune de COULONGES THOUARSAIS (79 330), autorisée à exploiter un élevage de porcs sur la commune d'ARGENTONNAY et COULONGES THOUARSAIS, au lieu dit Jussay – MOUTIERS SOUS ARGENTON, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

ARTICLE 2 – ARTICLES MODIFIÉS OU COMPLÉTÉS

Les prescriptions de l'arrêté E70 du 27 novembre 2017 sont remplacées ou complétées par les dispositions suivantes du présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté
Arrêté préfectoral n° E70 du 27 novembre 2017	Article 1.2.1	Article 1.2.1 (modification de prescription)
	/	Article 2.2.1 (nouvelle prescription)
	/	Article 2.2.2 (nouvelle prescription)

ARTICLE 2.1 – ARTICLES MODIFIÉS

✕ Article 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n° E70 du 27 novembre 2017 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Rubrique	Installations et activités concernées et seuil de critère	Régime du projet (*)	Portée de la demande
ICPE			
2101-1	Établissements d'élevage, vente, transit, etc. de porcs à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3660. Installations détenant : 1. Plus de 450 animaux-équivalents	E	1 140 animaux-équivalents (371 truies, 3 verrats et 18 cochettes)
IOTA			
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	D	8 850 m ³
1.3.1.0	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2, ont prévu l'abaissement des seuils : 2° Dans les autres cas	D	Débit d'exploitation 6 m ³ /h

(*) E = Enregistrement, D = Déclaration

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent à toutes les installations ou équipements exploités dans l'établissement qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

L'exploitant respecte les dispositions suivantes :

- l'arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques nos 2101, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- le présent arrêté complétant les dispositions précitées.

ARTICLE 2.2 – NOUVELLES PRESCRIPTIONS

✕ Article 2.2.1 – Origine des approvisionnements en eau

L'arrêté préfectoral n° E70 du 27 novembre 2017 susvisé est complété par les dispositions du présent article.

L'alimentation en eau de l'installation (abreuvement des truies et porcelets, lavage des cabanes et remplissage des bauges) est assurée par un forage localisé au lieu-dit « Jussay » commune d'ARGENTONNAY, section 0D, parcelle N°10.

Les volumes prélevés seront de 8 850 m³/an pour une capacité de la pompe de 6 m³/h.

✕ Article 2.2.2 – Essais de pompage

Pendant les essais de pompage, des mesures seront prises pour prévenir toute pollution du fossé et notamment concernant les particules fines.

ARTICLE 3 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 4 – SANCTIONS

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans les délais prévus par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 5 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 514-6 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de Poitiers (15 rue de Blossac – BP 541 – 86 020 POITIERS Cedex) ou sur l'application informatique « Télérecours citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

1. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision ;
2. par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la présente décision lui a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa de l'article R. 514-3-1 peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

ARTICLE 6 – PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

1. une copie du présent arrêté est déposée en mairie d'ARGENTONNAY et de COULONGES THOUARSAIS et peut y être consultée ;
2. un extrait dudit arrêté est affiché dans la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires concernés et transmis à la Préfecture ;
3. l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 7 - EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, la sous-préfète de l'arrondissement de Bressuire, les maires d'ARGENTONNAY et de COULONGES THOUARSAIS, le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations des Deux-Sèvres, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à L'EARL JUSSAY PORCS.

Niort, le 21 FEV. 2025

Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,



Patrick VAUTIER

